

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

CHARLES CERISIER

Chronique coloniale

Journal de la société statistique de Paris, tome 35 (1894), p. 36-37

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1894__35__36_0

© Société de statistique de Paris, 1894, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IX.

CHRONIQUE COLONIALE.

Pour obtenir des résultats purement pratiques, la nécessité de promptes améliorations dans nos méthodes de statistique coloniale n'est plus à démontrer. La statistique coloniale repose encore sur des données trop générales, par suite trop vagues ou trop incomplètes, quand il s'agit aujourd'hui de donner l'idée bien exacte et réelle de la situation de tel ou tel pays outre-mer en vue de l'appréciation du parti qu'on peut tirer de ce pays.

S'il est admis que la France doit désormais avoir pour objectif d'augmenter la valeur commerciale et financière de ses territoires coloniaux, d'en faire de riches vassaux, en favorisant sa fortune et la leur par de perpétuels échanges avec eux, il est de toute nécessité de vulgariser par des statistiques bien comprises, spéciales pour chaque pays, car ils diffèrent entre eux, tous les éléments de fortune et d'échange, qui sont appelés à constituer les bases de notre gérance coloniale intéressée.

On est obligé de reconnaître que tous ces chiffres, et tous ces tableaux, qui constituent de fait un ensemble de résultats positifs ou négatifs, doivent effectivement servir à une estimation raisonnée de la valeur économique de chaque pays outre-mer et des avantages qu'on peut escompter de ce fait chez nous.

J'ai eu précisément, au mois d'août dernier, l'occasion de reconnaître ici que les documents officiels, publiés en 1893 et concernant la statistique coloniale de 1890, constituaient néanmoins un point de départ et un progrès; et je concluais, d'après les chiffres des tableaux de l'importation et de l'exportation que le mouvement commercial des colonies était de fait en progression depuis 1884 pour l'ensemble, mais que l'importation de l'étranger comme l'exportation pour l'étranger étaient principalement la cause de cette progression.

Cette constatation faisait ressortir, il est vrai, notre infériorité dans la lutte commerciale du monde entier en ce qui concerne nos colonies et la faiblesse de notre part d'initiative métropolitaine, mais elle indiquait cependant très nettement une progression très accentuée dans l'épanouissement commercial des colonies et dans leurs relations.

Si donc notre territoire colonial offre des avantages que nos concurrents coloniaux savent utiliser et exploiter à leur profit, il serait logique que nous ne laissions pas ces avantages à l'étranger et que nous utilisions pour nous ce qui nous appartient.

C'est ici que la statistique coloniale, comprise comme elle doit l'être, peut nous servir tout simplement de baromètre, et nous permettre de constater les nuances.

Prenons toujours en attendant, comme point de départ de nos appréciations, les bases du dernier document officiel paru, celui de 1890, et nous étudierons avec les éléments à notre disposition en ce moment les différences en augmentation ou en diminution qui peuvent se constater en 1893.

A cette occasion nous ferons observer que les données statistiques sur lesquelles nous tablons pour cette période de temps ne réunissent peut-être pas encore toutes les conditions de certitude, d'ensemble et d'unité que les documents de l'espèce doivent posséder.

C'est ainsi qu'en ce qui concerne le Congo français, je n'ai trouvé dans le Journal officiel de cette colonie que quelques renseignements publiés au hasard sur une ou deux localités, alors qu'il eût été si facile et si simple à l'administration du chef-lieu de réunir en un tout l'ensemble des différents relevés fournis par tous les postes et stations, et de produire un tableau récapitulatif susceptible de donner l'idée exacte de l'importance réelle des richesses exploitables de la colonie. Voici les résultats constatés pour certains postes de l'Ogowé :

1° Poste de Lambaréné.

Période du 1^{er} semestre 1893. (Exportation.)

Ivoire.	13,023 ^{kg} »	Noix de palme.	17,487 ^{kg}
Caoutchouc	113,225 400	Huile de palme.	3,400 litres.
Ébène.	241,667 ^{kg} »	Gomme copal	367 ^{kg}
Piassawa	45,911 ^{kg} »	Fèves de calabar	122
Okoumé.	64 troncs.		

2° Poste de N'Djolé.

Période du 1^{er} mai au 31 juillet 1893.

Importation. Valeur des marchandises reçues : 166,271^f38
 Exportation. Produits exportés. { Ivoire. 8,697^{kg}
 { Caoutchouc. . . 38,062

Il y a, par suite, lieu de regretter de ne pouvoir compléter ces tableaux des résultats donnés pendant la même période par le chef-lieu Libreville et par les autres postes, notamment ceux de Brazzaville, Loango, Mayumba, Batah, etc., et ensuite de constater le manque d'unité et de méthode de ces renseignements commerciaux pour l'utilité purement statistique qu'ils peuvent avoir.

J'avouerai qu'en ce moment il s'agit de bien définir les bases sur lesquelles doit tabler la haute direction pour la mise en valeur de nos territoires coloniaux, et c'est la statistique raisonnée de tous les éléments quelconques de prospérité qui peut fixer l'opinion de nos dirigeants.

Je me contenterai par suite, dans cette chronique, de donner tout simplement comme base d'appréciation future, les éléments constatés aujourd'hui pour 1890 et qui peuvent constituer pour l'avenir nos termes de comparaison. J'aurai ensuite occasion de produire les résultats constatés par la statistique dans nos diverses colonies.

Le tableau suivant a pour but de définir le commerce spécial, consommation nette des colonies, valeur en francs, pour 1890, d'après la plus récente des statistiques publiées :

	IMPORTATIONS			Totaux.
	de France.	des colonies françaises.	de l'étranger.	
Indo-Chine	16,381,921	169,971	42,746,106	59,297,998
Inde	700,775	20,538	1,077,635 (1)	1,798,948
Mayotte	155,566	60,413	307,220	523,199
Nossi-Bé	197,951	45,466	32,423	275,840
Reunion	9,259,936	227,225	20,114,869	29,602,030
Nouvelle-Calédonie	4,776,622	—	6,279,971	11,056,593
Congo français	703,132	—	2,184,898	2,888,030
Guyane	3,996,419	86,158	3,698,409	7,780,986
Martinique	9,621,298	1,357,013	16,646,636	27,624,947
Guadeloupe	9,124,568	1,135,678	12,291,220	22,551,466
Saint-Pierre et Miquelon . .	2,574,216	69,164	5,414,129	8,057,509
Rivières du Sud	1,493,300 (2)	3,000 (2)	2,836,304 (2)	4,332,604
Sénégal	4,128,388	95,177	7,833,355	12,056,920
Tahiti (importation brute).	959,837	2,333,763	2,569,390 (3)	5,862,990
Totaux	64,073,929	5,603,566	124,032,565	193,710,060

Il nous suffira, d'après ces constatations, d'apprécier et de raisonner les résultats positifs, d'examiner sur quelles bases ils reposent, et justement avec le concours de la statistique, de nous rendre compte si les productions des pays coloniaux, qui constituent ces bases en ce moment, sont les seules susceptibles de les constituer, s'il n'existe pas à côté, dans ces pays, d'autres éléments plus avantageux et si, en un mot, la limite de développement est effectivement atteinte. C'est ce qui reste à démontrer par le statisticien.

Charles CERISIER.

(1) Somme peut-être inférieure à la réalité.

(2) Arrivages, établis approximativement.

(3) Déduction faite de toutes les réexportations de marchandises françaises ou étrangères.